

Le pilier européen des droits sociaux – Une Europe sociale forte

Le slogan « Changer l'Europe ensemble » fait écho à l'évolution lente, mais certaine, des débats en Europe au sujet de son volet social. Il s'inscrit dans un débat plus large autour de la hausse des inégalités, du Brexit et de la révolution numérique.

Au niveau européen, la principale initiative à ce sujet consiste à instaurer un pilier européen des droits sociaux. Pour UNI Europa, l'objectif doit être de résorber le déséquilibre entre la législation économique européenne, qui cherche fréquemment à affaiblir le volet social, et les réglementations du travail au niveau national. En effet, il est nécessaire que l'Europe encourage l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'ensemble des citoyens européens, et donne la priorité aux droits sociaux. Et pourtant, l'Union européenne poursuit la construction d'un marché intérieur néolibéral partout en Europe, établissant de nouveaux modèles commerciaux et de nouvelles formes de travail aux dépens des normes de travail existantes.

La Commission européenne a mis en place ce processus avec pour slogan la création d'une Europe sociale triple A. Toutefois, selon nos évaluations, l'Europe sociale a plutôt une très mauvaise cote, et serait même au bord de la faillite. Bien que l'UE aborde de plus en plus la question de l'Europe sociale, ses actions vont dans une autre direction, particulièrement en ce qui concerne les droits des travailleurs. Un bon exemple de cette tendance est le projet de règlement relatif aux procédures d'insolvabilité et à la restructuration des entreprises : le projet de proposition inclut notamment la suppression du classement préférentiel des salariés par rapport à d'autres créanciers et l'érosion des protections et des droits de consultation des salariés, et va même jusqu'à remettre en cause le droit de grève.

UNI Europa coopère avec la CES et est favorable à l'instauration d'un pilier social, à condition que celui-ci soit ambitieux. C'est pourquoi UNI Europa soutient la mise en place d'un programme d'action sociale exhaustif qui englobe la législation, les mécanismes d'élaboration de politiques et les ressources financières. L'UE doit avoir l'ambition de redonner à la vie professionnelle sa capacité à offrir un avenir positif et prévisible à tous, basé sur l'équité, le progrès et la protection sociale. Nous avons besoin d'une importante classe ouvrière qui ne soit ni contrainte de vivre ni de travailler dans des conditions précaires.

Les actions politiques et législatives concrètes qui encouragent le dialogue social et les négociations collectives à tous les niveaux en Europe constituent l'un des éléments clés de ce programme d'action sociale. Il doit notamment garantir le droit de se syndiquer et renforcer le pouvoir de négociation des syndicats vis-à-vis des multinationales au niveau national.

Les autres objectifs politiques et législatifs impliquent :

- de s'assurer que les employeurs ne puissent se soustraire à leurs obligations envers leurs salariés, tant au niveau national qu'europpéen, et que les gouvernements ne puissent affaiblir - ou ne puissent être contraints d'affaiblir- les droits des travailleurs.

- d'intégrer les partenaires sociaux aux processus de prise de décision aux niveaux national et européen dès l'élaboration des lois à dimension sociale ;
- de travailler proactivement sur la dimension sociale de la numérisation et d'assurer une transition équitable ;
- d'augmenter fortement le nombre de programmes d'investissement européens afin de créer des emplois de qualité et d'entraîner une hausse généralisée des salaires en Europe.
- de réformer les systèmes de sécurité sociale afin de proposer un niveau de vie décent à tous, y compris aux travailleurs atypiques.

En association avec la CES, la Confédération européenne des syndicats, et le mouvement tout entier, UNI Europa continuera de promouvoir la création d'un pilier européen des droits sociaux qui soit porteur de réels changements pour les travailleurs. En annexe, vous trouverez le dernier document de position de la CES sur les droits sociaux et la plateforme de la CES sur l'avenir de l'Europe.